

Communiqué final du Conseil des Ministres du 17 Janvier 2025

Sous la Très Haute Présidence de Son Excellence **Brice Clotaire OLIGUINGUEMA**, Général de Brigade, Président de la Transition, Président de la République, Chef de l'État, le Conseil des Ministres s'est réuni ce vendredi 17 janvier 2025, à 11 heures précises, au Palais de la Présidence de la République. Lors de cette première session du nouveau Gouvernement, le Président de la Transition a tenu à rendre hommage aux Ministres sortants pour leur dévouement au service de la Nation. Il a félicité les nouveaux membres ainsi que ceux reconduits, tout en rappelant les principes fondamentaux devant guider l'action gouvernementale : collégialité, solidarité et responsabilité.

Dans cette optique, le Chef de l'État a mis en exergue l'importance d'une action collective, où chaque décision engage la responsabilité commune. Il a exhorté les membres du Gouvernement à travailler en synergie pour garantir la performance globale de l'équipe.

Par ailleurs, il a souligné la nécessité d'une gestion rigoureuse et exemplaire, tant sur le plan individuel que collectif, et d'une discipline irréprochable dans la conduite des affaires publiques. Cette discipline, a-t-il précisé, consiste également à s'aligner derrière le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, qui assure la direction et la coordination de l'action gouvernementale. Il a insisté sur la nécessité de travailler dans un esprit de respect mutuel, de solidarité et de collaboration harmonieuse.

Dans le même sens, le Président de la Transition a exhorté les membres du Gouvernement à faire preuve de promptitude, de réactivité et d'un engagement total au service d'une seule et même République, tout en respectant le principe de continuité de l'État.

S'adressant particulièrement aux plus jeunes, il les a appelés à prendre pleinement conscience qu'ils incarnent le renouveau et le rajeunissement progressif de la classe politique nationale, une dynamique qu'il s'emploie activement à impulser. Il les a également invités à se montrer dignes de la confiance placée en eux, en adoptant une posture exemplaire qui favorisera la poursuite de ce renouvellement.

En matière d'orientations stratégiques, le Président de la Transition a réaffirmé l'urgence des attentes des populations gabonaises, exigeant du Gouvernement des résultats tangibles. Il a fixé comme priorités immédiates :

- Finaliser les réformes institutionnelles pour organiser une élection présidentielle crédible et transparente à l'issue de la Transition ;
- Formaliser la demande d'assistance avec le Fonds Monétaire International (FMI) ;
- Mettre un terme aux coupures récurrentes d'électricité à Libreville et dans les autres localités du pays ;
- Améliorer l'accès à l'eau potable dans les zones urbaines et rurales ;
- Entretien et construire des infrastructures routières prioritaires au niveau national et urbain ;
- Mettre en œuvre des solutions durables pour lutter contre la Vie chère ;
- Optimiser la gestion des établissements hospitaliers et renforcer les structures de proximité ;
- Assainir les organismes de protection sociale, notamment les trois Caisses (CNAMGS, CNSS, CPPF).

Le Président a invité le Gouvernement à faire de la lutte contre le chômage, une priorité absolue. À ce titre, il a exigé du Gouvernement des mesures urgentes pour :

- Accélérer la mise en œuvre de mesures innovantes visant à améliorer significativement l'employabilité des jeunes, en mettant un accent particulier sur la formation professionnelle, l'entrepreneuriat et l'adéquation entre les compétences disponibles et les besoins réels du marché du travail ;
- Dynamiser les projets stratégiques à fort potentiel de croissance économique dans des secteurs prioritaires tels que les mines, l'agriculture, la pêche, le tourisme, les transports, la logistique et le numérique pour générer des emplois durables et inclusifs ;
- Institutionnaliser un dialogue constant et constructif avec le secteur privé, en établissant des plateformes de concertation et de coopération pour identifier les opportunités de création d'emplois de qualité au bénéfice de toutes les couches de la population.

En outre, le Chef de l'État a exprimé sa détermination à combattre la corruption et à renforcer la transparence dans la gestion des finances publiques. Il a exhorté le Gouvernement à proposer des solutions concrètes pour optimiser l'efficacité et l'impact de l'action publique dans ce

domaine. Par ailleurs, il a insisté sur la stabilisation du financement du sport, le développement de son rayonnement, et la mise en place d'initiatives en faveur de la jeunesse et des loisirs.

Pour conclure, le Président de la Transition a exigé la présentation, dans les meilleurs délais, d'une feuille de route claire et précise, assortie d'objectifs mesurables à atteindre d'ici le prochain trimestre. Il a également appelé à un engagement collectif et soutenu afin de répondre efficacement aux aspirations des populations gabonaises et de relever les défis socioéconomiques auxquels le pays est confronté.

PROJETS DE TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

Le Conseil des Ministres a délibéré sur les affaires suivantes :

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, CHARGE DE L'INTEGRATION SOUS-REGIONALE ET DES GABONAIS DE L'ETRANGER :

Projet de loi autorisant l'Accord relatif aux services aériens entre le Gouvernement de la République Gabonaise et le Gouvernement de la République centrafricaine, signé le 29 février 2024 à Bangui.

Cet instrument juridique, remplaçant celui signé en 1976 à Libreville, est conforme aux normes internationales et vise à optimiser l'exploitation des services aériens tout en renforçant la sécurité et la sûreté du transport aérien.

L'Accord confère des droits spécifiques aux Parties contractantes pour l'exploitation de services internationaux sur des routes déterminées. Il permet également à chaque État de désigner une ou plusieurs compagnies aériennes, qu'elles soient publiques, mixtes ou privées, pour maximiser les opportunités offertes par cet accord.

Projet de loi autorisant la ratification de l'Accord établissant l'Alliance Smart Africa.

L'Accord établit une plateforme de dialogue constructif pour promouvoir un marché unique numérique et sécurisé en Afrique. Il garantit la libre circulation des personnes, services et capitaux, facilitant l'accès des particuliers et entreprises aux opportunités offertes par la Zone

de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF). Cet instrument s'inscrit également dans la stratégie de transformation numérique du continent, en harmonie avec l'Union Africaine et d'autres institutions africaines.

Cette démarche renforcera les actions du Gabon en faveur de la transformation digitale et de son intégration dans l'économie numérique africaine.

Projet de loi portant ratification du Statut de la Cour Internationale Islamique de Justice (CIJ), organe judiciaire principal de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI).

Instituée lors du cinquième Sommet islamique tenu au Koweït en janvier 1987, cette Cour, basée à Koweït City, a pour mission de régler, conformément au droit international, les différends d'ordre juridique entre États membres et de fournir des avis consultatifs sur des questions juridiques soumises par les organes et institutions spécialisées de l'OCI.

Elle permet également à tout État membre d'engager une action dans l'intérêt commun de la communauté internationale, même en l'absence de conflit direct.

Signé par la République Gabonaise le 30 juin 2024, il promeut les droits de l'homme et assure l'alignement des pratiques et législations nationales avec les principes et valeurs islamiques.

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE

Projet d'ordonnance relatif aux conditions de création, d'exercice et de contrôle des activités des sociétés de sécurité privée et de transport de biens.

Pris en application des dispositions constitutionnelles, ce texte comble un vide juridique en matière d'encadrement des services de sécurité privée, dont l'expansion et la diversification rendent indispensable une réglementation adaptée et rigoureuse.

Le projet d'ordonnance établit un cadre normatif clair pour les conditions de création et d'exercice des sociétés de sécurité privée. Il prévoit que ces structures sont soumises à des régimes spécifiques, incluant :

- l'autorisation pour l'utilisation d'armes et d'équipements spécialisés tels que les brigades cynophiles et le matériel de vidéosurveillance.
- l'obtention de licences pour la vente d'armes, de munitions, et de matériel de sécurité.

– la déclaration préalable pour les activités liées aux investigations privées.

Par ailleurs, des mécanismes de contrôle annuels seront mis en place pour garantir la sécurité des personnes et des biens, tout en prévenant les risques de blanchiment d'argent et les flux financiers illicites.

Ce projet constitue une avancée majeure dans la régulation de ce secteur stratégique, assurant son alignement avec les exigences socioéconomiques et sécuritaires du pays.

MINISTERE DES COMPTES PUBLICS ET DE LA DETTE

Projet d'ordonnance modifiant la loi organique n° 20/2014 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget.

Cette modification renforce le cadre juridique régissant la gestion des financements apportés par les bailleurs de fonds aux administrations publiques ou alloués à des projets d'intérêt public.

Désormais, ces financements devront :

- être obligatoirement portés à la connaissance du ministre en charge de la Dette ;
- faire l'objet d'une approbation préalable par ce dernier, selon des modalités définies par voie réglementaire ;
- être intégrés en recettes et en dépenses au budget général de l'État lorsqu'ils sont accordés à celui-ci.

Une annexe aux lois de finances détaillera l'origine et l'utilisation de ces fonds, garantissant ainsi une gestion transparente et alignée sur les exigences budgétaires nationales.

MINISTERE DU PETROLE

Projet de décret portant transfert des actifs de GAB'OIL à Gabon Oil Company (GOC).

Ce projet de décret officialise le transfert des actifs, droits, et obligations de Gab'Oil, filiale dissoute de Gabon Oil Marketing (GOM), vers la Société Nationale des Hydrocarbures du

Gabon (Gabon Oil Company, GOC). Ce transfert vise à intégrer Gab'Oil comme composante stratégique des missions de la GOC.

POLITIQUE GENERALE

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, CHARGE DE L'INTEGRATION SOUS- REGIONALE ET DES GABONAIS DE L'ETRANGER :

Le Conseil des Ministres a pris acte de la communication du Ministre relative à l'information transmise par le Gouvernement nigérien, qui a, par arrêté **n°58 MAE/C/NE/DRH/DP du 13 septembre 2024**, notifié aux autorités gabonaises la fin des fonctions de **M. Ibrahim Harouna** en qualité de Consul Honoraire du Niger au Gabon.

Pour assurer la continuité des services consulaires en l'absence d'un Consul Honoraire, le Gouvernement nigérien a désigné **M. Seydou Adamou**, actuellement chargé du protocole et des missions consulaires, pour gérer les affaires courantes du consulat.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Il est mis fin aux fonctions du Lieutenant **MOULENDA MANGOUCKA Juste**, précédemment Attaché de Cabinet à la Présidence de la République.

CONSEIL NATIONAL DE LA SECURITE

– Secrétaire Permanent Adjoint : **Colonel Dominique NDAGUI**.

COMMISSION POUR LE CONTROLE, L'AUDIT ET LA VERIFICATION DES PARTICIPATIONS ET DE LA DETTE DE L'ETAT

– Chef de Missions : **M. Pierre DURO** ;

CABINET DU CHEF DE MISSIONS

– Responsable Service d'Appui : **M. Franck Anice DOULEGOU**.

– Secrétaire Particulière : **Mme Wendy Hectorye MOUBAGNA BOUROMBO**.

– Aide de Camp : **M. Siegfried Ambroise NZE AFOUGHE.**

– Chauffeur Particulier : **M. Jean Florent MOUSSODJI.**

COORDINATION DES SERVICES

– Coordonnateur : **M. John Marcos ANKELY.**

COMMISSAIRES CTRI MM.

Général **Paul Christian BOULOUNDOU ;**

Lieutenant-Colonel **Rodrigue Armel ONGALA ;**

Commandant **Célestin MEBALE M’OBIANG.**

COMMISSAIRES EXPERTS

Mme **Hilda Laureine KOUMANGOYE KOUMANGOYE.**

M. :

Christian NKERO CAPITO ;

Charles Mauril OBIANG MINTO’O ;

Jean Louis Désir OBIANG NGUEMA ;

Jean-Marie ENDAMNE ESSONE ;

Yve INDAVE MAKENDENGUE ;

SERVICE D’APPUI

Mmes :

Luce Graziela MBADINGA PEMBA ;

Charline Faustina BISSEY MEZUI ;

Liliane MOUSSOUNDA ;

Eunice KOTSOU MANDOUKOU.

M. :

Patrick IBOUANGA DOUMINGOU ;

Simplice KOMBILA ;

Yann MOUNGUENGUE.

**VICE-PRIMATURE, MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA
PROSPECTIVE**

SECRETARIAT GENERAL

Secrétaire Général : M. **Jean Clary OUTOUMOU.**

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'INSTRUCTION CIVIQUE

CONSEIL NATIONAL DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA
RECHERCHE (CNEFOR)

SECRETARIAT SCIENTIFIQUE

Secrétaire Permanent : M. **Jean Christophe MOUNDJIGUI.**

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

CABINET MILITAIRE DU MINISTRE

Conseiller chargé de l'Aéronautique : Général d'Armée Aérienne **Jean Félix AKAGA.**

Conseiller chargé de l'Armement et de l'Equipement Tactique : Général de Brigade **Edouard
TSIOBA.**

SECRETARIAT GENERAL

Secrétaire Général : Général **Jean Hilaire MOUBAMBA MAGANGA.**

CONTROLE GENERAL

Contrôleur Général : Colonel **Francis NGOUNA.**

Contrôleur Général Adjoint : Colonel **Chaby BIONG.**

DIRECTION GENERALE DES CONTRE INGERENCES ET DE LA SECURITE MILITAIRE (DGCISM)

Directeur Général : Colonel **Joseph ONDO BE**.

Directeur Général Adjoint : Lieutenant- Colonel **Joël OLARD**.

DIRECTION DES CONTRE INGERENCES

Directeur : Commandant **Jean-Baptiste OYAMA**.

DIRECTION DE LA SECURITE MILITAIRE

Directeur : Capitaine **Eric THOMAS**.

DIRECTION DES ENQUETES SPECIALES

Directeur : Lieutenant-Colonel **Ida SAMOUANA MAROGA**

DIRECTION DES INVESTIGATIONS JUDICIAIRES

Directeur : Lieutenant-Colonel **Désiré DJOMBI DJOMBI**

DIRECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

Directeur : Commissaire **Laurette NYNGONE AMVANE**.

DIRECTION DES SERVICES INFRASTRUCTURELS ET TECHNOLOGIQUES

Directeur : Commandant **Marcellin MBOUMBA**.

DIRECTION DE L'INFORMATIQUE

Directeur : Lieutenant-Colonel **Lanouroux MABIALA**.

GENDARMERIE NATIONALE

INSPECTION GENERALE

Inspecteur Général : Général de Brigade **Parfait MOKADI**.

ETAT-MAJOR GENERAL DES ARMEES

DIRECTION GENERALE DE LA LOGISTIQUE

Directeur Général : Colonel **Claude OLENDE**.

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE

INSPECTION GENERALE DES SERVICES

Inspecteur Général des Services : Général **Julienne MOUYABI**.

MINISTERE DES COMPTES PUBLICS ET DE LA DETTE

CABINET DU MINISTRE

Directeur de Cabinet : M. **Célestin MEYE BIKA**, en remplacement de M. **Ulrich MBADINGA MBADINGA**.

Conseiller représentant le CTRI : Général **Espérance ASSOGBA**.

Conseiller : M. **Christian EBE**.

Agent de Sécurité : Adjudant **Guy Aymar Maximin LOUNDOU MOUNANGA**.

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU BUDGET ET DES FINANCES PUBLIQUES

Secrétaire Particulière 1 : Mme **Claude Stanicia MAGANGA GOUIN**.

Secrétaire Particulière 2 : Mme **Judrisca MBANI**.

Secrétaire Assistante 1 : Mme **Amélie BYSSIENGOU**.

Secrétaire Assistante 2 : Mme **Raïssa Marie Pauline BITEGUE**.

Chargés d'Etudes : Mmes :

Joska Elsa KINGA VANDJI

Larissa MICKALA

Nadine NZE NZE

Nadia ISSOUNGUI MASSOUSSOU

Raïssa Nana Epouse GHOGHO

M. :

Pierre d'Origène MBENG EYENE

Mariano NZENGUE MOUELE

Jean Mesmin MOYI

Bienvenu Landry BOUEDI

Serge Florentin NGA OFFOBO

Ulrich Paterne EKOME NZOGO

Teddy MBOU OMOUALA

Guy Armand MOUKAGNI

Régis MATSIEGUI

Jean Aimé Christian DIWASSA

John Francis Hassan AKOGHE MPOUHO.

SERVICE COMMUNICATION ET RELATION PUBLIQUE

Chef de service : M. **Loïc Francky ONDO ONA.**

INSPECTION DES SERVICES

Inspecteur des Services : M. **Alain BOUKA MANGANDA.**

Inspecteurs des Services Adjoints :

Pôle Audit et Qualité : Mme **Carine Nadine MOUTSINGA BOUKOUMEY ;**

Pôle Normes Budgétaires : M. **Kern Terence IPONGA BODI ;**

Pôle Contrôle Interne : Mme **Edith METHOGHO.**

Inspecteurs :

Mmes :

Noelle Stéphanie KOUMBA MANDY

Ulga Rachel NTSAME NDONG

Flore ANOUMBO YENOT

Danielle MOUTSINGA Epouse **NYAMAT BANTSIVA**

M. :

Eric Thierry NGOMO MVE

Igor Régis MEZEME NGOUA

Fabrice MOUANDZOU DI

Jean François ELLA BITHEGHE

Simplice NZAMBA

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Directeur : Mme **Nanguie Dominique AKOUE OKEMVELE**

Directeur Adjoint : Mme **Vityla ANKAMA Epse OBANGA**

SERVICE GESTION DU PERSONNEL

Chef de Service : M. **Yves Vincent KINKE.**

SERVICE FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

Chef de Service : M. **Scott MADJOU PA.**

SERVICE AFFAIRES SOCIALES

Chef de Service : Mme **Bettina MOUKAYI Epouse IGOHO.**

SERVICE DES MOYENS GENERAUX

Chef de Service : Mme **Véréna MENGUE GARNIER.**

DIRECTION DE LA PREPARATION ET DE LA PROGRAMMATION BUDGETAIRES

SERVICE APPUI AUX AUTONOMIES

Chef de service : Mme **Carine NZE MELIGHE.**

DIRECTION DU SUIVI DE LA REGULATION DE L'EXECUTION DU BUDGET

Directeur : M. **Jean Herman NZEBI**, en remplacement de M. **MESSAN MOHESSOU.**

Directeur Adjoint : Mme **BIRONDOU MAMAGNI BOUNTOUNDOU Epse KOUMBA.**

SERVICE SYNTHESE

Chef de Service : M. **Djery Ralph BOUYI LOUNDOU**, confirmé.

SERVICE OPTIMISATION DES DEPENSES

Chef de Service : M. **Elvis OBAME**.

SERVICE DEPENSES CENTRALISEES

Chef de Service : M. **Erwin Floyd OBANGA KORI**, en remplacement de M. **Léandre BATSOUAKA**.

DIRECTION DU SUIVI DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

Directeur : M. **Ulrich Resenbrick KILINGUI MOUELE**

Directeur Adjoint : Mme **Peggy Myscane NONO OTAMI** Epouse **TSHIBANGU**.

SERVICE PREPARATION DES INVESTISSEMENTS

Chef de Service : M. **Marius MVE OBIANG**.

SERVICE SUIVI DES INVESTISSEMENTS

Chef de Service : M. **Giles Amédé MASSAVALA NZIGOU**.

SERVICE SYNTHESSES

Chef de service : M. **Dane Barry MAMBOUNDOU KOMBILA**

DIRECTION DE LA SOLDE

SERVICE EXECUTION DES DEPENSES DE PERSONNELS

Chef de Service : M. **Ulrich Kevin NZIENGUI KASSA**.

SERVICE ACCUEIL, COURRIER ET DOCUMENTATION

Chef de Service : M. **Toulli MAYANDJI BOUTOUNDU**.

SERVICE PREVISION DES DEPENSES DE PERSONNEL

Chef de Service : Mme **Cornellia KOUMBA AYELE** Epse **IVOMBO**.

SERVICE GESTION DE CARRIERE ET FIN D'ACTIVITE

Chef de Service : Mme **Germaine NKOT** Epse **OVONO**.

SERVICE CONTROLE ET LITIGE

Chef de Service : M. **Lezin Parfait ONDO OBIANG.**

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE ET DU TRESOR

INSPECTION DES SERVICES

Inspecteur des Services de la DGCPT : M. **Pradino EFFA OBAME.**

Inspecteur des Services Adjoint Pôle Contrôle des Postes Comptables : M. **Eugène AWAYOGO.**

Inspecteur des Services Adjoint Pôle Informatique : Mme **Liliane LEYAMA.**

Inspecteur des Services Adjoint Pôle Pilotage et Management : Mme **Isabelle KWAOU.**

Inspecteur des Services Adjoint Pôle Audit et Maitrise des Risques : M. **Pamphile YOUMOU.**

– Inspecteur Vérificateur au Pôle Informatique : M. **Tanguy André NDONG MVE.**

– Inspecteur Vérificateur Adjoint Pôle Pilotage et Management : Mme **Anouche Susie Célie EBALI AMANE.**

DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION

Directeur : M. **Wilfried Erisco MVOU OSSIALAS**

Directeur Adjoint, chargé du Réseau : M. **Emery MEKOULE**

Directeur Adjoint, chargé des Applications : M. **Fabrice PAMBO**

DIRECTION GENERALE DU PATRIMOINE D'ETAT

Directeur Général : M. **Magloire KOUYA LEKANA.**

CAISSE DES PENSIONS ET DES PRESTATIONS FAMILIALES (CPPF)

DIRECTION GENERALE

Conseiller Technique : M. **Herman OBEIYI**

MINISTERE DU PETROLE SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU CONTENU LOCAL

Directeur Général : M. **Fernand EPIGAT**.

Directeur Général Adjoint : M. **Guy KASSA KOUMBA**.

GABON OIL COMPANY DIRECTION GENERALE

Conseiller du Directeur Général : M. **Jacques BOUMALEWOUMA**.

MINISTERE DE L'ENERGIE

SOCIETE DE PATRIMOINE DU SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE ELECTRIQUE ET
DE L'ASSAINISSEMENT (SOCIETE DE PATRIMOINE)

DIRECTION GENERALE

Conseillers du Directeur Général : Mme **Fatma Zohra NDONG MBA**

MM. :

Christian BAMBA

Justin NZE BEKALE

Constant Thècle ASSARI

Moïse OKORE

Princy YABINA TOUMBA

Clément ALLOGO MINKO

Guy Francis BIGNOUMBA

Il est mis fin à la fonction du Directeur du Patrimoine et des Moyens.

Par ailleurs, il est mis fin aux fonctions de Conseiller du Directeur Général de toutes les personnes dont le nom ne figure pas ci-dessus.

MINISTERE DES MINES IVINDO IRON

DIRECTION GENERALE

Directeur Général Adjoint : M. **Valéry Arnaud NZOGUE ANGONE**.

MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS LA POSTE S.A

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président du Conseil d'Administration : M. **Julien Florent ASSOUMOU AKUE**.

DIRECTION GENERALE

Conseiller Juridique : M. **Jean Blaise IPEDISSY**.

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES

CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE (CNSS)

CONSEIL D'ADMINISTRATION

– Président du Conseil d'Administration : Mme **Alphonsine MBIE N'NA**, en remplacement de M. **Richard Modeste DOCTERE**.

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE ET DE GARANTIE SOCIALE (CNAMGS)

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président du Conseil d'Administration : M. **Alain Claude KOUAKOUA**.

DIRECTION GENERALE

Directeur Général : Mme **Nadia Christelle NKOYE**.

Directeur Général Adjoint : M. **Pierre MOUSSAVOU**.

Par ailleurs les personnes dont les noms suivent sont démisés de leur fonction et remises à la disposition de leur administration d'origine :

M. **Rodrigue M'FOUBOU M'FOUBOU**

Mme **Martine NYINGONE OBAME**

M. **Joël ONDO ELLA**

M. Romaric Junior MVE EYENE

M. Boris Wilfried NZOGHE

Mme Astrid Gabriel ZEPHIR Epse N'GUEMBI

M. Serge Blanchard ONDOUMA

Mme Grâce Valencia KIKI FOUROU

M. Jean Justin Hilaire MAURY NGOWEMANDJI

Mme Adelaïde Sylvie KOTHA Epse NZAMBA

Dr. Ulla Ivana BOUSSA Epse MBOUGOU MBINA

M. Alcide Miguel NDOUMBA

M. Richard Desiré MAMOOUAKA MOMBO

M. Saturnin PENDY MASSALA

Dr. Louis DAVAIN EKOMY

M. Jean Hugues MABIKA

M. Fabrice Edmond GOUENDEGNO LOPEZ.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES PARTICIPATIONS

SECRETARIAT GENERAL

Secrétaire Général : Mme **Huguette NYANA EKOUME Epse **AWORI ONANGA****

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

CENTRE DES IMPOTS DE FRANCEVILLE

Chef du Centre : Mme **Ludmila Lesly MPIGA ANDJOUA O. Epse **NGOUELE.****

DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS

Chargé d'Etudes du Directeur Général : **M. Hugues AGONDJO RAZINGUE.**

INSPECTION DES SERVICES

Inspecteur des Services : Mme **Viviane Mauricette KASSA** Epse **MIGOLET**.

DIRECTION DU BUDGET ET DE LA COMPTABILITE

Directeur : M. **Cédrick KOUMBA**

DIRECTION NATIONALE DES ASSURANCES

Chargé d'Etudes du Directeur Général : M. **Yves OBISSA**.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

AGENCE GABONAISE DE SECURITE ALIMENTAIRE (AGASA)

DIRECTION GENERALE

Directeur Général Adjoint : M. **Guy Oscar MAPANGOU**

Je vous remercie.